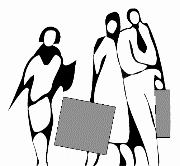
**Centre de Ressources   
Comptabilité Finance**

Lycée MARIE CURIE

Avenue du 8 mai 1945 - BP 348

38435 ECHIROLLES cedex

[**http://crcf.ac-grenoble.fr/**](http://crcf.ac-grenoble.fr/)

**Actualité comptable**

L’ANC a mis à jour ses [recommandations](https://www.anc.gouv.fr/files/live/sites/anc/files/contributed/ANC/1_Normes_fran%c3%a7aises/Recommandations/RECO2021/Reco_Obs_Covid_080121publication.pdf) pour la prise en compte des conséquences de la Covid-19 (version janvier 2021)

L’épidémie de Covid a entrainé pour de nombreuses entreprises un baisse significative voire un arrêt de leur activité.

Le Collège de l’Autorité des Normes Comptable a indiqué la **possibilité** pour les entreprises de **modifier**, dans leurs comptes individuels, **le plan d’amortissement** de certaines immobilisations incorporelles et corporelles **en cas d’arrêt ou de réduction de l’activité**.

# Principe général

Le mode d’amortissement d’un actif doit refléter le rythme de consommation de ses avantages économiques futurs attendus. Il est défini, soit en termes d’unités de temps, soit en termes d’unités d’œuvre.

Le Collège de l’Autorité des Normes Comptable rappelle que, **sauf** dans le cas où l’amortissement est calculé en **unités d’œuvre**, il n’est **pas possible d’interrompre un plan d’amortissement** au motif que l’utilisation de l’immobilisation a dû être réduite ou stoppée.

# Les possibilités de modification du plan d’amortissement

**Lorsque** le mode d’amortissement **linéaire** correspondant en réalité à un niveau prévisionnel **d’utilisation** **stable** **fondée sur une unité d’œuvre sous-jacente**, le plan d’amortissement **peut être modifié** pendant la crise sanitaire (en référence à cette unité d’œuvre) en cas d’arrêt ou diminution de l’activité.

En effet, dans ce cas, l’arrêt ou la diminution de l’activité peut conduire à une moindre consommation des avantages économiques de l’immobilisation et ainsi justifier la révision de son plan d’amortissement (sur l’exercice en cours et les exercices ultérieurs).

En cas de révision du plan d’amortissement, une **information** doit être faite **en annexe** sur les modalités de prise en compte, pendant la période de la crise sanitaire, de l’unité d’œuvre sous-jacente et de l’impact sur l’amortissement comptabilisé.

# Cas des petites entreprises

Les **petites entreprises** (seuils de 6 millions d’€ pour le total du bilan, 12 millions d’€ de chiffre d’affaires et 50 salariés) **peuvent reporter la fin du plan d’amortissement** de leurs immobilisations corporelles et incorporelles si elles considèrent que la baisse ou l’arrêt de leur activité pendant la crise de la Covid conduit à une moindre consommation des avantages économiques de ces immobilisations.